

## **Compte-Rendu du Conseil Municipal du 14 novembre 2008**

*Nombre d'élus : 23*

*En fonctions : 23*

*Présents : 18*

*Sous la présidence de M. STRAUB, Maire*

**Etaient présents :** Mmes GAUGIN - MAHIEU - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS Adjoints.

Mmes ANTOINE - HERZHAUSER - PATRICOLA - DILLER - CUSUMANO  
M. CORTINA - PERRET - BRABLE - KAUFFER - QUINIO - VINCENT - LORANG Conseillers

**Absents excusés :** Mme ANDRE à procuration à M. DHIOS  
Mme FLORI à procuration à Mme DILLER  
Mme PALUCCI à procuration à M. NICOLAY  
M. TISON à procuration à M. le Maire  
M. OMINETTI à procuration à Mme PATRICOLA

*Date d'envoi de la convocation : 6 novembre 2008*

*Secrétaire de séance : Monsieur KAUFFER*

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 30 septembre 2008
2. Urbanisme – Participation pour voiries et réseaux – Fixation du taux de participation des propriétaires.
3. Modification des statuts de la CA2M – Transfert du siège.
4. Convention RASED.
5. Révision du prix du bail de chasse.
6. Renouvellement Crédit de Trésorerie.
7. Affaires scolaires – Subvention USEP.
8. Affaires scolaires – Crédits 2008 - 2009
9. Affaires scolaires – Participation aux charges de fonctionnement des écoles publiques de Metz.
10. Recensement de la population 2009
11. Demande de subvention – Loisirs et Amitiés Sportives.
12. Droit de préemption urbain
13. Divers

## 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 SEPTEMBRE 2008

- Monsieur NICOLAY fait part de la demande de Mme PALUCCI, absente ce jour, de modifier le passage où elle avait dit que « la CA2M n'était pas démocratique ». Cette phrase n'exprimait pas vraiment sa pensée et elle préférerait qu'il soit noté « sans entrer dans la polémique, Régine PALUCCI considère que la représentativité des communes est sans doute à revoir pour un fonctionnement plus opératoire et plus démocratique ».

Le Conseil Municipal prend acte de cette modification.

- Aucune autre remarque n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 30 septembre 2008 est approuvé.

## 2) URBANISME – PARTICIPATION POUR VOIES ET RESEAUX – FIXATION DU TAUX DE PARTICIPATION DES PROPRIETAIRES

**Rapporteur : Monsieur BRABLÉ**

Le Conseil Municipal, lors de sa précédente réunion a décidé d'instaurer le principe de la participation pour la création de voie nouvelle sur son territoire (PVR).

La PVR permet aux communes de percevoir une contribution de la part des propriétaires de terrains nouvellement desservis par un aménagement. Cette contribution correspond à tout ou partie du financement des travaux nécessaires.

Les travaux finançables par la PVR :

- la réalisation ou l'aménagement d'une voie (trottoirs, chaussées, pistes cyclables, éclairage public, dispositif d'écoulement des eaux etc.) ;
- la réalisation des réseaux d'eau potable, d'électricité et d'assainissement ;
- les études nécessaires aux travaux énumérés ci-dessus.

En sont exclus :

- les réseaux de communication aériens, de gaz, de chauffage urbain ;
- les autres équipements communaux (crèches, écoles, salles de sports etc.).

Monsieur BRABLÉ informe le Conseil que ce point a été débattu en Commission d'Urbanisme et que celle-ci se propose de porter à 100 % la part des propriétaires au financement des travaux.

Il précise que sont assujettis à la PVR les propriétaires des terrains situés de part et d'autre de la voie et qui vont bénéficier de l'aménagement. La participation est calculée au prorata de la surface des terrains.

Il demande à l'Assemblée de se prononcer sur le taux de participation des propriétaires.

M. CORTINA intervient en précisant que la mise en place d'une telle mesure avec une participation totale des propriétaires aux travaux d'aménagement ne va pas aller à construire sur la Commune, qu'il lui semble que c'est le rôle de la Collectivité de favoriser l'urbanisation du village et que cela ne concerne plus que quelques terrains encore constructibles sur la Commune.

Monsieur le Maire fait remarquer, qu'en pratique, une concertation des constructeurs a toujours existé et que cette délibération n'est faite que pour préciser clairement les choses.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

- *décide* d'appliquer la PVR sur l'ensemble du territoire communal
- *fixe à 100 %* la part du coût des travaux mis à la charge des propriétaires fonciers.

Adopté à l'unanimité. (M. CORTINA est opposé au taux de participation de 100 %)

### 3) MODIFICATION DES STATUTS DE LA CA2M – TRANSFERT DU SIEGE

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Par délibération en date du 13 octobre dernier, le Conseil de Communauté de la CA2m a décidé de transférer le siège de la CA2m du CESCO 4 rue Marconi vers Harmony Park, 11 Boulevard de la Solidarité. Ce transfert constitue une modification de statuts de la CA2m. Conformément à l'article L. 52111-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette décision est subordonnée à l'accord des conseils communaux des communes membres.

Monsieur le maire propose à l'Assemblée de se prononcer sur cette modification statutaire.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*u accepte* le transfert de siège de la CA2M comme précisé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

### 4) CONVENTION RASED

**Rapporteur : Mme MAHIEU**

Mme MAHIEU informe le Conseil qu'elle s'est rendue le septembre dernier à une réunion de rentrée à l'Inspection Académique dans laquelle il a notamment été question du RASED (Réseau d'Aides spécialisées aux élèves en Difficulté).

Le secteur a été revu et Scy-Chazelles ne dépend plus de Moulins les Metz mais fait partie du secteur de Montois la Montagne (commune pilote) avec les communes de Amanvillers, Moulins les Metz, Roncourt, Saint Privat la Montagne et Sainte Marie aux Chênes.

Une convention a donc été rédigée afin de répartir annuellement de façon équitable les dépenses de fonctionnement du RASED entre les différentes communes, proportionnellement au nombre d'élèves (ou de classes) présents dans les écoles primaires et maternelles (1.50€ maximum par élève).

Cette convention est établie pour la durée de l'année e 2008/2009. Elle est renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par une des parties, au début de l'année civile pour l'année scolaire suivante.

Mme MAHIEU en donne lecture.

Pour l'année 2008/2009, Scy-Chazelles comprend :

4 classes de maternelles (100 élèves) soit 15% des classes (Total 75 classes)  
7 classes de primaire (147 élèves) soit 14% des élèves 66 élèves)

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

- *autorise* le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité.

### 5) REVISION DU PRIX DU BAIL DE CHASSE

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la révision du prix du bail de chasse se fait annuellement et qu'il est indexé sur la variation de l'indice des fermages.

L'indice des fermages est constaté pour 2008 à la valeur 108.4. Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1<sup>er</sup> octobre 2008 au 30 septembre 2009. Sa variation par rapport à 2007 est de + 4.98 %

Monsieur le Maire rappelle que le coût de la location de la chasse est de 500 €. Cela représenterait donc une augmentation de 24.90 €

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

**décide** de ne pas appliquer cette augmentation compte tenu des difficultés techniques d'intervention et des spécificités de la chasse à SCY-CHAZELLES.

M. le Maire communique le bilan de la chasse donné par Monsieur STEFFEN adjudicataire. Depuis début février, 9 sangliers et 22 renards ont été abattus.

Adopté à l'unanimité.

## **6) RENOUELEMENT CREDIT DE TRESORERIE**

**Rapporteur : M. NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe que la commune a contacté plusieurs organismes bancaires afin d'obtenir un crédit de trésorerie d'un montant de 150 000 € afin de financer les besoins ponctuels de trésorerie. Jusqu'à ce jour, la commune avait signé un contrat pour une somme identique avec DEXIA CLF Banque.

Monsieur NICOLAY communique les différentes offres reçues.

A conditions égales, il s'avère que l'offre la plus intéressante émane du Crédit Agricole de Lorraine.

Le *Conseil Municipal*,

après avoir entendu le rapport de Monsieur NICOLAY et vu le projet du Crédit Agricole,

**δ décide** de contracter auprès du Crédit Agricole une ouverture crédit d'un montant de 150 000 € maximum dans les conditions suivantes :

- Montant : 150 000 €
- Durée : 1 an
- Index : Euribor 3 mois jour
- Marge : + 0,250 %
- Frais de dossier: 0,10% du montant autorisé de la ligne de trésorerie, soit 150 € mais qui ont été ramenés à 80 € après négociation.

**δ autorise** le Maire à signer le contrat avec le Crédit Agricole

**δ autorise** le Maire à procéder sans autre délibération aux demandes de versements de fonds et aux remboursements des sommes dues dans les conditions prévues dans le contrat d'ouverture de crédit du Crédit Agricole.

Adopté à l'unanimité.

## **7) AFFAIRES SCOLAIRES – SUBVENTION USEP**

**Rapporteur : Mme ANTOINE**

Mme ANTOINE fait part à l'Assemblée de la demande de subvention de l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement Primaire) d'un montant de 429.20 euros, soit 1,45 € par enfant.

Ceci permet aux élèves du groupe scolaire de participer aux activités sportives obligatoires dans le temps de l'enseignement.

Elle précise que 296 participations ont été enregistrées pour l'année écoulée.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

§ *décide* d'accorder une subvention de 429.20 € à l'USEP.

Adopté à l'unanimité.

## **8) AFFAIRES SCOLAIRES – CREDITS 2008/2009**

**Rapporteur : Mme ANTOINE**

Comme chaque année, le Conseil Municipal doit fixer le montant des crédits accordés par la commune aux écoles pour les fournitures scolaires et les activités extrascolaires.

Madame ANTOINE communique les crédits alloués aux écoles pour la rentrée scolaire 2007/2008.

Elle propose de maintenir lesdits tarifs pour la rentrée 2008/2009, soit:

***Pour les fournitures scolaires***

Ø 28,50 € par élève des classes maternelles et primaires

***Pour les activités périscolaires***

Ø 52 € par élève du primaire

Ø 48 € par élève de maternelle (section des grands)

Ø 17 € par élève de maternelle (section des moyens et petits)

***Pour les frais de direction***

Ø 82,50 € par classe pour le Groupe scolaire et l'école maternelle Arc en Ciel

Ø 165 € pour la classe unique de l'école maternelle Sous les Vignes.

Ø 82,50 € pour les fournitures nécessaires à la classe informatique.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*approuve* les crédits scolaires et périscolaires 2008/2009 tels que fixés ci-dessus.

*décide* l'inscription des crédits nécessaires au Budget Supplémentaires 2008.

Adopté à l'unanimité.

## **9) AFFAIRES SCOLAIRES – PARTICIPATION AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES DE METZ**

**Rapporteur : Mme ANTOINE**

Mme ANTOINE informe le Conseil que l'article L 212-8 du code de l'éducation détermine les conditions et les modalités de répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants résidant dans une autre commune. Elle énonce les situations dans lesquelles la commune de résidence, sans que l'accord de son maire doive être recueilli, est tenue de participer aux charges de fonctionnement de l'école de la commune d'accueil.

C'est le cas lorsque la commune de résidence n'a pas de capacité suffisante, lorsque l'enfant poursuit son cycle scolaire (maternel ou primaire) commencé durant l'année scolaire précédente dans la commune d'accueil et lorsque l'inscription de l'enfant est motivée soit par des contraintes liées aux obligations professionnelles des parents, soit par la scolarisation d'un frère ou d'une sœur dans l'établissement scolaire de la même commune, soit par des raisons médicales.

Elle donne lecture du courrier de la Mairie de Metz sollicitant de la commune une participation (100€/trim. et par enfant soit 300 € pour l'année scolaire 2008/2009) aux charges de fonctionnement pour deux enfants de Scy-Chazelles inscrits dans une école de Metz.

Mme ANTOINE propose à l'Assemblée d'appliquer le principe de réciprocité.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*Ø décide* de participer aux charges de fonctionnement des écoles publiques de la Ville de Metz selon le tarif en vigueur.

*Ø applique* le principe de réciprocité et demande à la ville de Metz un montant équivalent pour les jeunes messins inscrits dans les écoles primaires et maternelles de la commune.

Adopté à l'unanimité.

## **10) RECENSEMENT DE LA POPULATION 2009**

**Rapporteur : M. le Maire**

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le recensement de la population va être organisé dans la commune du 15 janvier au 14 février 2009.

C'est le deuxième depuis la mise en œuvre du recensement rénové de la population en 2004.

Depuis cette date, les communes de moins de 10 000 habitants sont recensées exhaustivement sur un cycle de 5 ans. Ces communes représentent la moitié de la population de la France. Elles sont réparties, par décret, en cinq groupes. Chaque année, les communes appartenant à l'un des cinq groupes sont recensées. La collecte porte sur l'ensemble de la population des logements et des communautés ainsi que le recensement des personnes sans abri et des personnes résidant habituellement dans des habitations mobiles.

Fin 2008, à l'issue des 5 premières années de collecte, l'INSEE sera en mesure de publier la population légale (1) (jusqu'à fin 2008, les populations authentifiées en 1999 restent en vigueur, éventuellement corrigées par les recensements complémentaires) de chaque commune. Chaque année, un décret d'authentification légalisera les chiffres de population avec comme année de référence, le milieu du cycle. Par exemple, fin 2008, les populations légales publiées seront construites à partir des données collectées en 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008, avec une référence statistique au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

(1) La population légale :

Elle recouvre trois catégories de population :

- la population municipale : personne habitant dans la commune
- la population comptée à part : personnes recensées ailleurs mais qui ont conservé un lien avec la commune
- la population totale : la population municipale plus la population comptée à part.

La réalisation du recensement repose sur un partenariat entre la commune et l'INSEE. La commune prépare et réalise l'enquête de recensement ; elle reçoit à ce titre une dotation forfaitaire. L'INSEE organise et contrôle la collecte des informations. L'État est responsable de l'ensemble de l'exécution du recensement.

Le Maire est responsable de l'enquête de recensement dans sa commune.

Monsieur le Maire précise que toutes les données collectées lors du recensement sont couvertes par la loi n°51-711 du 7 juin 1951 (modifiée) sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques et par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique, les fichiers et libertés.

Toute personne participant aux opérations de recensement a obligation de tenir pour strictement confidentiels les renseignements individuels dont elle aura eu connaissance du fait de ses fonctions. Toute personne interrogée a obligation de répondre et avec exactitude. Tout manquement expose celui qui s'en rendrait responsable à de lourdes sanctions pénales.

Le rôle de la commune :

Le Conseil Municipal doit charger le Maire de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement.

La préparation et la réalisation fait appel à du personnel communal.

Le Maire désigne par arrêté :

- le coordonnateur communal de l'enquête de recensement : il est chargé de la mise en œuvre de l'enquête de recensement. C'est l'interlocuteur de l'INSEE.

La commune recrute et nomme par arrêté municipal :

- les agents recenseurs : ils ont en charge la remise des questionnaires aux habitants des logements (hors communautés) et le recensement des personnes résidant dans des logements mobiles terrestres et des personnes sans abri.

(un agent recenseur ne peut en aucun cas exercer dans la commune une des fonctions électives au sens du code électoral).

La dotation forfaitaire :

« Les enquêtes de recensement sont préparées et réalisées par les communes ... qui reçoivent à ce titre une dotation forfaitaire de l'État ». La dotation n'est pas affectée, la commune en a le libre usage.

Cette dotation permet la rémunération du coordonnateur communal et des agents recenseurs ainsi que des charges liées à l'enquête. Elle doit être inscrite au budget primitif de l'année de recensement.

La population retenue dans le calcul de la dotation est la population municipale. Celle-ci n'étant identifiée qu'en fin 2008, le montant de la dotation ne pourra être calculée qu'en début d'année 2009. A titre d'information, Monsieur le Maire précise que celle-ci avait été de 4 835 € en 2004.

Puis il invite le conseil à délibérer sur la réalisation du recensement 2009.

Le *Conseil Municipal*, l'exposé entendu,

- *charge* le Maire de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement 2009.
- *décide* d'inscrire la dotation forfaitaire de recensement au budget primitif 2009.
- *fixe* la rémunération du coordonnateur communal et des agents recenseurs dans la limite des crédits qui seront alloués par l'État.

Adopté à l'unanimité.

## **11) DEMANDE DE SUBVENTION – LOISIRS ET AMITIÉS SPORTIVES**

**Rapporteur : Mme GAUGIN**

Mme GAUGIN fait état de la demande de subvention de l'association Loisirs et Amitiés Sportives pour l'année 2008/2009 d'un montant de 500 €, comme les années précédentes.

Elle donne lecture bilan financier 2007/2008 qui laisse apparaître un solde excédentaire de 396.91€ auxquels viennent s'ajouter 1005 € placés sur un Livret d'Épargne soit au total 1401.91 €.

Puis elle communique le budget prévisionnel qui s'équilibre en dépenses et en recettes à 3286 € (la subvention communale de 500 € est incluse dans ces calculs et permettra l'achat de matériels divers).

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*il décide* d'octroyer la somme de 500 € à l'association Loisirs et Amitiés Sportives.

Adopté à l'unanimité. (Mme MAHIEU s'abstient faisant partie de l'association)

## 12) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- |            |                    |                    |
|------------|--------------------|--------------------|
| • Immeuble | Section 9, n° a/96 | Voie de la Liberté |
| • terrain  | Section 9 n° b/96  | Voie de la Liberté |
| • Immeuble | section 3 n° 1     | rue du Baoëton     |

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*prend acte* de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens ci-dessus énoncés.

Adopté à l'unanimité.

## 13) DIVERS

### A. MISE EN SOUTERRAIN DES RÉSEAUX RUE DE L'ABBÉ ROGET – PROTOCOLE D'ACCORD AVEC France TÉLÉCOM

**Rapporteur : Monsieur NAVROT**

Monsieur NAVROT porte à la connaissance du Conseil le d'accord relatif à l'opération d'enfouissement des réseaux France Télécom rue de l'Abbé Roget prévus en 2009.

Celui-ci régit la procédure de réalisation de l'opération d'enfouissement des réseaux de télécommunications ainsi que les missions et obligations incombant à chacune des parties.

Il invite le Conseil à autoriser Monsieur le Maire à signer ce protocole.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

Ø *approuve* le protocole d'accord avec France Télécom.

Ø *autorise* le Maire à signer le document.

Adopté à l'unanimité.

### B. VISITE D'HAGANES

Lors du précédent conseil, il avait été demandé à Monsieur QUINIO la possibilité de visiter la station d'épuration ainsi que le centre de valorisation des déchets.

Ce dernier propose 6 dates au choix à l'ensemble du Conseil, à savoir :  
Les 9, 10, 11, 16, 17 ou 18 décembre prochain.

Les visites sont prévues pour 20 personnes maximum et se feront le matin de 8 h 30 à 12 h.

Les réponses doivent être communiquées pour le 15 novembre. On retiendra la date où le plus grand nombre de personnes se sera inscrit.



**C. STERILISATION DES CHATS ERRANTS**

Pour information, Monsieur le Maire précise que 24 chats ont été stérilisés depuis le début de la campagne et remis sur les lieux de la capture et ceci, dans le but de réguler au mieux la prolifération de ceux-ci.

**D. CONSEILS DE QUARTIERS**

Monsieur DHIOS informe le Conseil des suites de la mise en place des conseils de quartiers. Ceux-ci se sont à présent tous réunis ; on constate une bonne adhésion de la population à cette démarche.

Une page spécifique va être prévue dans le prochain bu municipal mentionnant les coordonnées des responsables par quartier.

**E. BULLETIN MUNICIPAL**

M. DHIOS rappelle que la remise des articles pour le prochain bulletin est prévue le 21 novembre, dernier délai.

**F. COMMISSION D'ANIMATION**

Rappel : La Commission se réunira le lundi 17 novembre 2008 à 18 h 30.

SCY-CHAZELLES, le 19 novembre 2008

Le secrétaire de séance  
Gilbert KAUFFER

Le Maire  
Jacques STRAUB